

# L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 18 septembre 2017

## Pour inverser le rapport de forces, tous dans la rue le 21 et après !

**223 000 manifestants selon la police, 500 000 selon les syndicats : la mobilisation du 12 septembre a été une réussite. Le mépris affiché par Macron, qui a déclaré qu'il ne céderait « ni aux fainéants, ni aux cyniques ni aux extrêmes » n'a fait que renforcer la détermination des participants. Macron voudrait jouer au chef d'État droit dans ses bottes, disposé à faire passer ses mesures en force. Mais gare à l'effet retour et à la colère du monde du travail !**

### ***Le gouvernement attaque tous azimuts***

La stratégie du gouvernement est de multiplier les coups contre les travailleurs, en espérant une absence de réaction. Il y a ces ordonnances contre le code du travail, pour faciliter les licenciements, imposer des baisses de salaire, accroître la précarité. Mais il y a aussi la suppression de 150 000 emplois aidés, pourtant bien utiles pour faire fonctionner les écoles et autres services publics. Il y a les attaques contre les plus pauvres, avec la réduction des APL. Il y a l'augmentation de la CSG, qui va peser sur tous les salaires et les retraites. Il y a le gel, encore et toujours, du salaire des fonctionnaires et le retour du jour de carence dans la fonction publique.

Et pendant ce temps, le même gouvernement multiplie les largesses envers le patronat et les riches. Il y a la réduction de l'ISF. Il y a la baisse de l'impôt sur les sociétés à 25 % au lieu de 33 %, pour compenser la suppression du CICE. Il y a le prélèvement forfaitaire sur les revenus du capital, annoncé par le ministre de l'Économie, permettant aux rentiers d'échapper à un impôt sur le revenu plus élevé. Il y a l'augmentation du budget militaire, pour glisser des milliards dans la poche des marchands d'armes. Il y a les Jeux olympiques, pour arroser les magnats du BTP. Face à autant de cadeaux aux riches, cette nouvelle loi travail, qui permettra au patronat d'exploiter toujours plus les salariés à coups de chantage à l'emploi et de continuer à battre des records de profits, est encore plus révoltante.

### ***Regroupons nos forces pour préparer un grand mouvement de grève !***

Nous avons donc toutes les raisons d'être en colère et de participer aux grèves et manifestations du jeudi 21 septembre, et plus nombreux encore que le 12. Nous avons aussi intérêt à préparer une suite en discutant

entre nous des revendications, de comment nous organiser, de comment entraîner les collègues qui pensent encore que tout est joué.

Face aux attaques incessantes du gouvernement et du patronat, c'est un plan de mobilisation qu'il faut mettre en place. Un plan visant à regrouper les forces de tous les travailleurs. Des journées espacées n'y suffiront pas. Pour inverser le rapport de forces, il faudra une vraie grève, pour s'en prendre au porte-monnaie des patrons et se donner les moyens de construire la lutte tous ensemble.

### ***La force des travailleurs, c'est le nombre***

Après le 21, plusieurs secteurs sont appelés à se mobiliser séparément : les routiers le 25 septembre, les retraités le 28, les agents du public le 10 octobre. Il y a aussi eu des grèves d'enseignants confrontés à un sous-effectif dramatique et au manque de locaux. Mais aussi la mobilisation des livreurs à vélo Deliveroo cet été, qui, sous un label d'« auto-entrepreneurs », sont aussi précaires que des salariés, qui commencent à s'organiser contre les baisses de salaire imposées par leur patron et ne comptent pas en rester là.

**Alors non ! Les raisons, partout, ne manquent pas de se mobiliser. Et les mesures qui nous touchent parfois différemment dans un secteur ou un autre ne sont que les aspects locaux d'une même attaque générale du patronat et du gouvernement contre le monde du travail. Raison de plus pour faire converger nos colères, nous mobiliser tous ensemble et rassembler les forces. C'est par une mobilisation générale et par la grève que nous pourrons l'emporter, en faisant ravalier son arrogance au patronat.**

## Au bal des hypocrites

La direction de PSA, emmenée par PDG Tavarès et son directeur de la DQI Le Borgne, s'est offusquée à grands coups de mentons et de communiqués pour dénoncer ce qui seraient pour eux rien de moins qu'une diffamation suite à la parution d'un article du *Monde* concernant la « stratégie » de PSA, regards à la dépollution de ses véhicules.

Depuis l'affaire Volkswagen dite du « dieselgate », tous les constructeurs poussent des cris d'orfraies plumées vives lorsqu'ils sont mis en cause. C'est pourtant de notoriété publique que les pseudo-homologations de laboratoire sur les émissions de polluants sont aux mieux complètement bidons au pire un vaste mensonge organisé par les industriels avec la complicité des États européens sous couvert de fameuse – ou plutôt fumeuses – normes européennes !

Face à ce nouveau scandale sanitaire qui pointe son nez plus personne ne pourra occulter longtemps encore, à l'instar de l'amiante, la nocivité des gaz d'échappement. Ne laissons pas notre avenir aux mains de margoulins et d'affairistes de toutes espèces pour qui les bénéfices passent avant notre santé !

## Solidarité avec Opel et rhin d'autre

La vidéo chat DQI s'est voulue rassurante sur le rapprochement avec Opel. Il ne s'agirait que de « complémentarités »...

Pourtant, Tavarès affirmait « *Quand je vois la qualité des gens d'Opel, je me retrouve 4 ans en arrière chez PSA* » (sic). Donc pas de suspens, ils préparent à Opel des fermetures de sites, des suppressions de postes tout comme chez nous.

Salariés de part et d'autre du Rhin, voilà des raisons de s'allier pour refuser de subir leurs « plans de performance ».

## La nouvelle prison de Poissy

À Poissy, la direction multiplie les briefings d'intimidation dans les trois équipes. Interdiction aux salariés d'aller aux WC, au CE ou fumer en dehors des temps de pause. La moindre absence sera considérée comme un « abandon de poste » avec menace de sanction. La direction mène une guerre psychologique pour faire dégager des collègues et faire travailler ceux qui restent comme des forçats.

## Une envie pressante de les faire taire

Le 7, une quinzaine d'ouvriers du Ferrage à Poissy ont débrayé pendant plus de 2 heures. Après le briefing d'intimidation, des chefs se sont permis de parader et de se moquer des ouvriers qui ne pourraient plus aller au WC en dehors des pauses. Ils auraient mieux fait de se taire : ça a déclenché un débrayage. Le chef du jour a dû revenir à l'usine en urgence. Une occasion pour les ouvriers de dire ce qu'ils pensaient des chefs qui glandent toute la nuit, se font des bouffes interminables, et refusent de les aider quand ils sont en difficultés, etc. Voilà ce qu'il faut faire pour se faire respecter.

## Accelerate... ma non troppo

PSA vient de lancer un nouveau plan d'achat des actions du groupe par les salariés. Alors que la menace du dieselgate plane sur le cours de l'action, le timing est bien choisi ! Avec 25 millions d'euros de valeurs sur une capitalisation de 17 milliards (0,14 %) voilà des actionnaires qui n'auront pas grand voix au chapitre des décisions du groupe. Mais à part intéresser quelques milliers de salariés à la surexploitation de leurs collègues à quoi peut servir ce genre de plan ?

## Chasse aux pépettes

La direction de PSA racle les fonds de tiroir ! Elle nous demande par mail de ne pas oublier de mentionner la TVA sur les déclarations des notes de frais. Avec 10% de TVA sur la restauration à récupérer nul doute que « l'impact cash » permettra d'augmenter nos salaires.

## Wauquiez la main dans le sac

En 2004, Laurent Wauquiez, alors haut fonctionnaire au Conseil d'État, a occupé pendant 2 mois les fonctions de « maître des requêtes » avant d'être élu député. Mis en détachement du Conseil d'État, il a cumulé pendant 13 ans ses droits à la retraite de haut fonctionnaire... en parallèle de ceux de député. Un petit tour de passe-passe qui lui permet de se préparer une jolie pension... qu'il s'est bien gardé d'évoquer lorsqu'il a traité ceux qui survivent des minima sociaux de « cancer de la société ».

## Paris 2024 : pour le meilleur... et le pire

Paris a donc été officiellement désignée ville-hôte des Jeux Olympiques de 2024 : 7 milliards d'euros de dépenses publiques prévues... mais sans doute bien plus à l'arrivée. Tout cela pour financer des installations sportives surdimensionnées, dans un département, la Seine-Saint-Denis, qui manque cruellement de moyens pour ses équipements municipaux. Sans compter le prix prohibitif des billets d'entrée, qui exclut les milieux populaires de la fête.

Les JO, c'est surtout la victoire des sponsors officiels et des géants du BTP, qui utilisent le sport pour faire suer des profits.

## Justice de classe

La cour d'appel de Paris a annulé le 15 septembre les mises en examen de neuf industriels et hauts fonctionnaires accusés d'avoir joué les promoteurs de l'industrie de l'amiante auprès des pouvoirs publics. Leurs victimes sont notamment les salariés du campus universitaire de Jussieu et ceux des chantiers navals de la Norme de Dunkerque.

L'amiante, un produit dont la toxicité est établie depuis 1906, est encore présent dans de nombreux bâtiments et équipements. L'association de défense des victimes Andeva évoque 3 000 morts par an dus à l'amiante. Pour les juges, il était urgent de mettre les responsables non pas en examen, mais à l'abri !